

Mobilité rurale et colonisation agricole dans le centre du Veracruz (Mexique) De la conquête à l'errance

LUC CAMBREZY*

« Nous pouvons certes hausser les épaules et récuser toute interprétation qui dépasse ce que disent journaux et statistiques. Pourtant, réduire le signifié d'un fait à l'histoire visible revient à refuser de le comprendre... »

Octavio PAZ, « Critique de la pyramide ».

LES MIGRATIONS RURALES AU MEXIQUE : UN PROBLÈME PRÉOCCUPANT ET MAL CONNU

Au Mexique, pour des raisons assez peu convaincantes, le municipé de naissance des habitants enquêtés est exclu des recensements de population. Cette lacune explique l'absence d'étude précise sur les migrations inter- et intrarégionales — à moins bien sûr de se satisfaire de l'information relative à l'État d'origine de la population (1); ce qui, en schématisant à peine, équivaudrait à peu près pour la France, à savoir si un individu est né au nord ou au sud de la Loire.

En l'absence de données, les analyses se sont davantage portées sur les grands mouvements de population orientés vers les villes à partir de l'étude des taux de croissance de population — Mexico et les grands pôles industriels en particulier (COSIO DE ZAVALA, 1986) — que sur les formes de mobilité propres au monde rural. Ici et là, quelques enquêtes ponctuelles ont montré l'existence d'une migration « à courte distance », mais cela reste insuffisant pour évaluer l'ampleur du problème, aussi bien au niveau national que régional.

Ce problème des lacunes censitaires est d'autant plus grave qu'il peut avoir de redoutables conséquences en matière de compréhen-

* Géographe ORSTOM, Dépt. MAA, 911, av. Agropolis, B.P. 5045, 34032 Montpellier, Cedex 1

(1) Le Mexique est un État fédéral constitué de 31 États et d'un district fédéral. L'État de Chihuahua, le plus grand, couvre une superficie de 245 000 km².

sion du monde rural. Les données faisant défaut, le risque est de se laisser conduire à privilégier la migration dans ce qu'elle a de plus massif, mais aussi de plus caricatural : l'exode rural. Le danger est alors de verser dans une perception réductrice des phénomènes migratoires qui, justement, ne se limitent pas seulement, loin s'en faut, à cette forme de mobilité. Référence faite aux économies paysannes en crise et/ou aux « mirages » de la ville, l'analyse risque de tourner court et de donner pour entendu que l'étude des causes des migrations peut se satisfaire d'une classification trop simpliste qui opposerait la ville à la campagne. C'est là tout le biais des objets d'étude construits à partir des données existantes alors que « ... ce que nous maîtrisons le mieux, ce sont les hypothèses que nous nous risquons à faire et les modèles que nous osons construire. Mais ni ces modèles ni ces hypothèses n'ont de rapport *direct* avec une réalité presque toujours insoupçonnable, multiforme et polysémique » (COUTY, 1989).

Pourtant, à défaut d'information sur l'origine des habitants, les recensements de population livrent un inventaire détaillé des localités et de leur population ? (2). Apparaît en outre la définition de la catégorie politique de chaque localité ; d'interprétation difficile, ces catégories — *ranchos*, *rancherias*, *congregación*, *hacienda* — résultent d'une combinaison complexe entre les effectifs de population, la composante ethnique et les relations de pouvoir entre localités proches : « *ranchos* », « *rancherias* », « *congregación* », « *hacienda* ».

Perçue comme un indice de la pression démographique et foncière, la densité de population à un instant donné est une chose, mais l'évolution de la distribution dans l'espace de ces populations en est une autre. On voit que nous ne sommes pas loin des recherches qui portent sur la structure du peuplement et donc sur celle du type d'habitat, thème classique de la géographie.

Tout l'intérêt de ce type d'étude réside dans l'hypothèse qu'il n'y a pas de relations strictes, ou *a priori*, entre la densité de population et la taille des villages. Or on devine que la concentration de la population dans de grandes localités, ou, au contraire, son extrême dispersion dans de petits hameaux, ne produit pas les mêmes effets en matière d'organisation de l'espace et de développement. On comprendra sans peine qu'il est moins coûteux, et beaucoup plus « efficace », de tracer une route, construire une école ou un centre de santé, pour un village de 500 habitants que pour une dizaine de

(2) En fait, la publication de ces données censitaires par localité a cessé avec le recensement de 1970 ; pour 1980, nous avons bénéficié du « nomenclator », non publié, de l'INEGI. C'est enfin dans le cadre de la préparation du recensement de 1990 qu'on a pu obtenir le nombre de localités recensées en 1989.

hameaux dispersés d'une cinquantaine d'individus. C'est donc à travers une étude des formes de répartition des lieux habités qu'on rejoint le thème de la mobilité de la population rurale et du sens qu'il faut donner à celle-ci (3).

STRUCTURE ET ÉVOLUTION DU PEUPLEMENT DANS L'ÉTAT DE VERACRUZ DE 1900 À 1980 : QUELQUES REPÈRES

La croissance de la population

Depuis le début du siècle le Mexique a connu de profonds bouleversements politiques. Dans une large mesure, l'évolution de la population comme celle du nombre de localités sont à l'image de ces événements (tabl. I).

À partir des effectifs de population de 1900 à 1980, il est aisément de reconstituer les principaux faits marquants de son évolution :

- 1900-1920 : l'État de Veracruz, avec moins d'un million d'habitants, reste encore peu peuplé. Cette période est marquée par les conflits et l'insécurité qui résultent de la fin du régime de Porfirio Diaz à l'origine des luttes révolutionnaires. Le taux d'accroissement de la population tombe de 1,44 %, entre 1900 et 1910, à 0,23 % au cours de la décennie suivante.
- 1920-1940 : reprise de la croissance démographique qui reste cependant modérée puisqu'elle est comprise entre 1 et 2 %.
- 1940-1980 : la baisse des mortalités, infantile et générale, et la hausse de la natalité provoquent une accélération constante du taux d'accroissement de population ; celui-ci passe de 2,33 %, entre 1940 et 1950, à 3,51 %, entre 1970 et 1980. L'État de Veracruz devient très peuplé ; de 2 040 231 habitants en 1950, la population passe à 5 387 680 habitants en 1980.

Évolution du nombre de localités

Le nombre des localités (tabl. I) évolue également de façon significative. On constate tout d'abord que *la dispersion de la*

(3) On reprend ici les principaux résultats d'une étude réalisée dans le cadre de la convention de recherche INIREB-ORSTOM : «Dispersión de la población de 1920 a 1980 en el centro del Estado de Veracruz : presión demográfica y competencia por la tierra» (84 p., *multigr.*). Par ailleurs, on trouvera une description plus approfondie de la région d'étude dans : «L'espace d'un instant, les espaces d'un lieu ; marges et transitions régionales au Mexique», *Tropiques, lieux et liens*, 1989, ORSTOM-Paris.

TABLEAU I
État de Veracruz : évolution de la population et du nombre de localités

Date	Population	Taux de croissance	Nombre de localités	Population moyenne
1900	981 030		6 483	151
1910	1 132 859	1,44	3 330	340
1920	1 159 935	0,23	4 017	288
1930	1 377 293	1,73	7 991	172
1940	1 619 338	1,63	7 999	202
1950	2 040 231	2,33	7 872	259
1960	2 727 899	2,94	9 918	275
1970	3 815 422	3,41	5 764	?
1980	5 387 680	3,51	9 101	592
1989	?		16 900*	?

* : numeración de viviendas, nov. 1989, Instituto Nacional de Estadísticas, Geografía e Informática (INEGI).

Sources : recensements de population 1920-1980, INEGI.

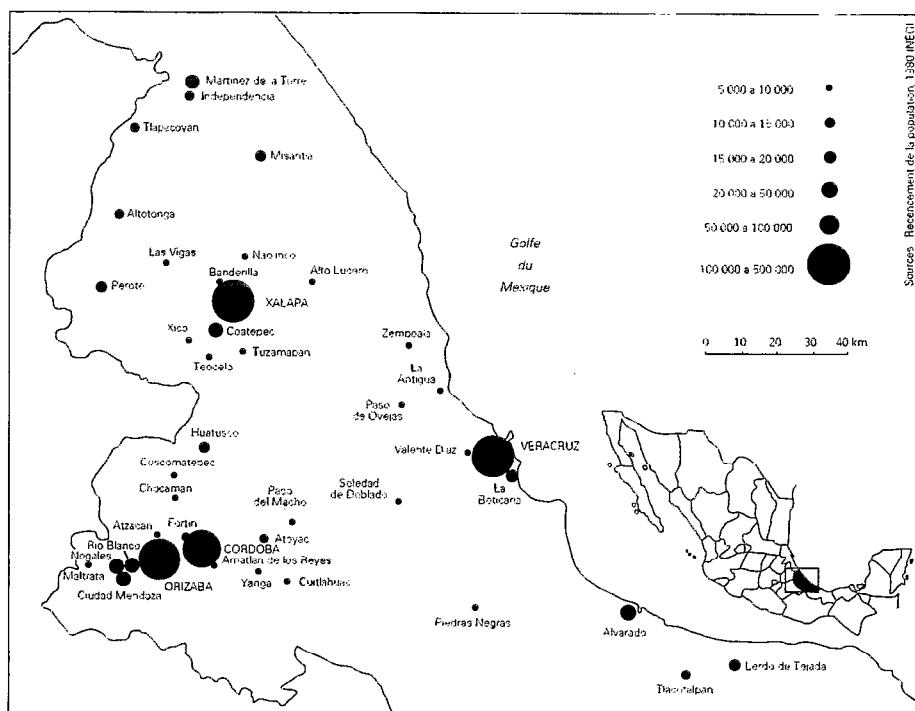


FIG. 1. — Localités de plus de 5 000 habitants en 1980 dans le centre de l'État de Veracruz

population est une tendance très ancienne, en tout cas antérieure à l'explosion démographique. On recensait déjà 6 483 localités en 1900, soit une population moyenne de 151 habitants par localité, chiffre à ramener d'ailleurs à la baisse si l'on tient compte des villes qui représentent un faible nombre de localités mais qui agglomèrent une part importante de la population. Eu égard à la faiblesse des infrastructures de communication en ce début de siècle, cette dispersion confinait dans bien des cas à un isolement extrême.

Cette très forte dispersion de la population sera arrêtée et même diminuée au cours des deux décennies suivantes : 3 330 localités recensées, en 1910, et à peine plus de 4 000, en 1920. Les conséquences de la Révolution sont encore plus nettes, et cela explique le parti pris de ne travailler les statistiques par localités du centre Veracruz qu'à partir de 1920 (voir ci-dessous). La véritable explosion du nombre des localités (près de 8 000), entre 1920 et 1930, traduit bien la fin des périls.

Le nombre de localités évolue ensuite plus lentement et de façon plus irrégulière, ce qui laisse planer de nombreux doutes sur la fiabilité des données. Pendant vingt ans (de 1930 à 1950), le nombre de localités reste totalement stationnaire pour augmenter ensuite de près de 2 000 en dix ans. Si l'on compare, pour les trois dernières décennies, les nombres de localités, leur diminution, en 1980 mais surtout en 1970, suggère qu'elles furent sous-évaluées lors des deux derniers recensements. On en veut pour preuve l'énorme bond entre 1980 et 1989.

L'analyse minutieuse des données montre que ces anomalies résultent de normes de publication différentes selon les années. Certains volumes censitaires dressent l'inventaire de toutes les localités, y compris des hameaux abandonnés ou inhabités, tandis que d'autres fournissent une information beaucoup moins désagrégée ; apparaît alors la mention « population recensée dans telle localité » (4). Le concept même de localité change selon les recensements : en 1980, 9 101 localités de 1 habitant et plus étaient recensées (tabl. 1) ; mais, en milieu urbain notamment, la population apparaît aggrégée même si le centre, les quartiers et les périphéries sont identifiés comme plusieurs localités.

(4) Ces discontinuités des normes censitaires montrent les limites d'une étude purement statistique du phénomène étudié, mais ne remettent pas en cause l'objet de cette contribution qui utilise seulement les données chiffrées pour les tendances lourdes qu'elles mettent en évidence. La règle retenue a été de prendre en compte toutes les localités habitées, indépendamment des manipulations effectuées ultérieurement lors de la publication des résultats. Ceux de 1970 apparaissent sous une forme déjà aggrégée, mais la difficulté a pu être contournée grâce à une étude portant sur le statut des localités.

Cette phase de stabilité est suivie d'une nouvelle vague de dispersion du peuplement entre 1980 et 1989 ; phénomène d'autant plus étonnant, sinon inquiétant, qu'il y a tout lieu d'espérer une diminution sensible du taux d'accroissement moyen annuel de population. Les résultats du recensement de 1990 nous diront quelles en sont les incidences... En attendant, la stagnation relative du nombre de localités, en 1980, provoque une augmentation sensible du nombre moyen d'habitants par localité (592 en 1980 contre 275 en 1960). Sans doute souhaitable en terme de développement, cette évolution reste cependant à nuancer du fait aussi bien du chiffre très élevé de 1989, que du poids de plus en plus important de la population urbaine.

En 1980, 2 355 509 habitants vivaient dans 98 localités d'une taille supérieure à 5 000 habitants. Dans le même temps, 3 032 171 habitants se disséminent dans 9 003 localités dont la population est inférieure à 5 000 habitants ; la population moyenne des localités que nous considérerons comme rurales est alors ramenée à 336 habitants, chiffre bien proche de celui de 1910. On voit donc que rien n'a vraiment changé dans les campagnes depuis le début du siècle. L'atomisation du peuplement rural est la règle. Et elle se poursuit jusqu'à nos jours malgré l'énorme émigration vers les villes de ces vingt dernières années.

La distribution des localités rurales selon le nombre d'habitants : la situation en 1980

On constate (tabl. II) que 7 243 localités, soit 80 % environ du total de 1980 (tabl. 1), comptent moins de 500 habitants et 8 386 localités, soit 92 % environ, moins de 1 000. Ce dernier ensemble ne regroupe cependant que 1 897 081 habitants, soit 35,2 % de la population totale de l'entité. La catégorie de 500 à 999 habitants est aussi la catégorie la moins bien représentée avec « seulement » 1 143 localités, alors que 3 368 hameaux comptent moins de 100 habitants et que 3 875 se situent entre 100 et 499 habitants. Certes, ces petits hameaux représentent une part bien faible de la population totale, et c'est pour cette raison que le gouvernement fédéral comme celui de l'Etat portent tous leurs efforts sur les localités de plus de 2 500 habitants. C'est évidemment moins coûteux et tout à fait légitime en terme de planification, mais n'est-ce pas aussi regarder le monde rural par le petit bout de la lorgnette ?

L'atomisation du peuplement peut avoir plusieurs origines ; elle peut résulter d'un mouvement de conquête par immigration — mais aussi de mouvements de courte distance qui aboutissent à la création de nouvelles localités. Selon REVEL-MOUROZ (1972), « Le

TABLEAU II
État de Veracruz : répartition de la population selon la taille des localités

Habitants	Nombre de localités	Population	Population moyenne
1 - 99	3 368	124 213	37
100 - 499	3 875	991 549	255
500 - 999	1 143	781 319	683
1 000 - 1 999	436	591 581	1 354
2 000 - 2 499	70	156 732	2 239
2 500 - 4 999	111	387 777	3 493
Total	9 003	3 033 171	336

Source : recensement de population 1980, INEGI.

rôle de l'accroissement naturel dans les régions du Golfe est bien plus important que celui de l'immigration : dans une période récente la *Marche à la mer* est un mythe, et c'est l'émigration vers l'intérieur, les grands centres urbains, la frontière du Nord qui est une réalité.» On le voit, l'immigration en provenance d'autres États n'a jamais atteint de grandes proportions ; elle est finalement restée très localisée (principalement au nord comme au sud de l'entité) ; l'État de Veracruz s'est peuplé surtout par accroissement naturel.

En fait, «la migration est *hétérogène en sens comme en intensité* à l'intérieur d'un même État» (REVEL-MOUROR, 1972) et l'exode rural n'est qu'une des facettes de ces processus contraires, car un phénomène demeure particulièrement mal connu, celui des déplacements à courte distance. À ce propos, on note que «al nivel de las migraciones intra-rurales, resulta que, independientemente del nivel de desarollo, la migración se hace generalmente al interior de la región y en una proporción importante a localidades de menos de 2 500 habitantes» (BENITEZ-QUILODRAN, 1983). Bien que l'importance de ces déplacements soit très difficile à évaluer — car les rares études qui abordent la question se fondent généralement sur des enquêtes très localisées —, ce phénomène se trouve ici confirmé par l'apparition de nouvelles localités.

Mais ce bouleversement des comportements démographiques n'a pas seulement des effets sur les statistiques de population ; cela implique aussi des transformations structurelles profondes de la société mexicaine. «La baisse rapide de la mortalité infantile et générale, a transformé radicalement l'organisation familiale en

élargissant l'espace familial (défini par les descendants, les collatéraux et les descendants encore vivants de tout individu) et en modifiant la structure : l'allongement de la durée de vie du père, la survie jusqu'à l'âge adulte d'un plus grand nombre de frères, transformant la trajectoire de chaque individu dans la structure des positions familiales et donc dans la structure des pouvoirs qui est inhérente à cette dernière ; l'accès à la terre est retardé, l'âge à la fondation de sa propre cellule de reproduction également, etc. Il en résulte de nouvelles pratiques qui ressurgissent à tous les registres de la société.» (LERNER et QUESNEL, 1982, cité par QUESNEL, 1984). S'il est vrai que les changements démographiques bouleversent les comportements sociaux, on voit ici combien le phénomène est récurrent. Car, même si l'on se trouve dans l'impossibilité d'avancer une quelconque relation entre mouvements migratoires et comportements démographiques, l'antériorité de ces mouvements sur l'explosion démographique renvoie aussi bien aux structures agraires qu'aux comportements sociaux. Les événements de ce siècle n'ont pas seulement bouleversé les comportements démographiques ; c'est toute la géographie du peuplement qui s'en est trouvée affectée.

Cette atomisation du peuplement pose question. Est-elle le résultat d'un choix délibéré d'agriculteurs «pionniers» ou, autre façon de poser la question, résulte-t-elle d'une nécessité essentielle, celle de l'accès à la terre? Pour tenter d'y répondre, une étude sur le centre de l'État reprend ces mêmes données et les enrichit d'une analyse sur le statut des localités, suivie d'une rapide esquisse de ce que fut la réforme agraire dans cette région.

LA RÉGION CENTRALE, TERRE DE TOUTES LES CONQUÈTES

On comptait en 1920, 636 886 habitants dans le centre de l'État de Veracruz (5). Soixante ans plus tard, la population recensée atteignait 2 517 263 habitants, soit un taux d'accroissement moyen annuel de la population de 2,31 %. L'analyse des données intermédiaires (tabl. III) suggère une évolution tout à fait comparable à celle décrite plus haut pour l'ensemble de l'État.

Bien que légèrement plus faible, la croissance démographique change d'unité tous les vingt ans : moins de 2 % entre 1920 et 1940,

(5) Cette étude porte sur 115 municipios du centre de l'entité. L'État de Veracruz comptait 203 municipios en 1980 ; depuis février 1989, 4 nouveaux municipios ont été créés, non pas par conquête de nouveaux espaces, mais par «amputation territoriale» de municipios existants.

TABLEAU III

Centre de l'État de Veracruz : évolutions de la population et du nombre de localités.

Date	Population	Taux de croissance	Nombre de localités	Population moyenne
1920	636 886	1,54	1 938	328
1930	742 732	1,28	3 182	233
1940	843 586	2,42	3 155	267
1950	1 071 584	2,03	3 139	341
1960	1 310 681	3,07	3 670	357
1970	1 773 500	3,56	2 555	?
1980	2 517 263		3 582	702

Sources : recensements de population 1920-1980, INEGI.

moins de 3 % entre 1940 et 1960, plus de 3 % depuis 1960. Ici encore, cette explosion démographique a été précédée d'une multiplication du nombre de localités ; on atteint déjà 3 182 localités en 1930, contre 1 938 seulement en 1920. *Un village sur deux a moins de 60 ans d'existence.*

Dans le même temps, la taille moyenne des localités est passée de 328 habitants, en 1920, à 702, en 1980. La croissance démographique apparaît donc surtout responsable du gonflement de la taille des localités, alors que la dispersion de la population, par création de nouvelles localités, est antérieure.

Un réseau urbain ancien à croissance modérée

La population cumulée des quatre plus grandes villes du centre de l'État (Veracruz, Xalapa, Orizaba, Cordoba) représentait en 1980, 704 236 habitants, soit 60,4 % de la population urbaine du centre de l'État (tabl. IV). Ces mêmes villes, en 1920, ne totalisaient que 136 155 habitants, soit, un taux d'accroissement moyen annuel de 2,77 %. Mais, comme pour la population dans son ensemble, c'est au cours de ces dernières décennies que la croissance de la population a été la plus soutenue.

L'histoire de la croissance urbaine dans le centre de l'État n'est pas uniforme. Chaque ville présente des rythmes qui lui sont propres, justement parce que ces rythmes dépendent du développement relatif des autres villes voisines comme de la campagne environnante. Xalapa, capitale de l'État, connaît la plus forte croissance de population sur l'ensemble de la période considérée. Vient ensuite

TABLEAU IV
Évolution de la population dans les principales villes du centre de l'État de Veracruz

Date	Population	VERACRUZ		XALAPA		ORIZABA		CORDOBA	
		Taux de croissance	Population						
1920	54 225	2,25	27 623	2,91	39 563	0,81	14 744	0,94	
1930	67 801	0,56	36 812	0,71	42 904	1,11	16 200	0,98	
1940	71 728	3,51	39 530	2,61	47 910	1,48	17 865	6,29	
1950	101 221	3,63	51 169	2,61	55 531	2,29	32 888	3,73	
1960	144 681	3,99	66 269	6,32	69 706	2,87	47 448	5,16	
1970	214 072	2,89	122 377	5,27	92 517	2,18	78 495		2,44
1980	284 822		204 594		114 848		99 972		

Sources : recensements de population 1920-1980, INEGI.

Cordoba, dont la croissance annuelle (3,24 %) semble avoir inhibé celle d'Orizaba toute proche. Les mêmes phénomènes de compétition sont d'ailleurs observables entre Veracruz et Xalapa. On notera enfin un taux d'accroissement particulièrement faible durant la période 1930-1940, alors que cette décennie avait été précédée — pour Xalapa et Veracruz — d'une période de croissance élevée. Les phénomènes de rétroaction ne jouent donc pas seulement entre les villes, mais aussi entre la ville et le monde rural. Tout se passe en effet comme si la décennie 1930-1940 avait été marquée par une sorte de « retour à la terre » ; en témoignent les taux d'accroissement étonnamment faibles durant cette période. La multiplication des lieux habités comme la mise en application massive de la Réforme agraire durant cette décennie, seraient-elles responsables de cette inversion (momentanée) de la tendance ?

En 1980, 1 357 342 personnes, soit 54 % environ de la population totale de l'État (tabl. III), vivent donc dans 3 582 localités dont 3 540 comptent moins de 5 000 habitants et 42 (fig. 1) plus de 5 000. La taille moyenne de ces villages est de 383,4 habitants. Là encore la comparaison avec les chiffres de 1920 met en évidence une croissance étonnamment faible de la taille moyenne des localités rurales. Pour un taux d'accroissement moyen annuel de 1,81 % de la population rurale durant la période 1920-1980, la population moyenne des localités n'a augmenté que de 0,78 %. Or, si la taille des villages ne s'est pas modifiée dans les mêmes proportions, c'est évidemment parce que le nombre de villages a considérablement augmenté.

LE STATUT DES LOCALITÉS : DE L'EMPRISE DES LIEUX À LA CRISE DES LIEUX

Depuis l'époque coloniale, tout lieu habité est doté d'un statut juridique et politique. Celui-ci reste d'interprétation difficile car il résulte d'une combinaison complexe de critères tels que les effectifs de population, la composante ethnique, et les rapports de pouvoir entretenus avec les localités voisines. À en juger par le nombre impressionnant de décrets votés par l'assemblée locale de l'État de Veracruz (SANCHEZ, *et al.* 1977), le changement de catégorie politique, c'est-à-dire l'accession à un statut supérieur, revêtait une importance considérable pour les résidents du lieu en question. Mieux qu'un statut, la catégorie politique des localités est d'abord un titre qui permet à la population de se situer dans une hiérarchie de dépendances emboîtées à l'image d'un centralisme dont Porfirio Diaz fut l'artisan mais que la Révolution n'a en rien modifié.

Cette hiérarchisation des lieux, qui aura duré plusieurs siècles, est tombée brutalement en désuétude dans le courant de ces vingt dernières années. Le dernier recensement qui faisait mention du statut politique de chaque localité fut celui de 1970 ; à l'heure actuelle, la majorité de la population ne se soucie guère d'une typologie qui renvoyait surtout à des rapports sociaux aujourd'hui en pleine évolution. Par ailleurs, s'il est vrai que les catégories «inférieures» conservent encore une certaine pérennité, cela correspond pour la population beaucoup plus à une commodité de langage qu'à l'attribution d'un sens précis. On note en effet une grande confusion sur le sens à donner aux termes : «congregación», «ranchería», ou «rancho».

La rapide disparition d'une hiérarchisation des localités, autrefois si présente, constitue la marque d'un important bouleversement des conduites sociales, dont l'espace est à la fois support et produit. Ce mouvement indique en effet que l'État de Veracruz, sinon le Mexique, est passé de la primauté des lieux — pourtant subordonnés à des entités spatiales englobantes (État, canton, municipie) — à une logique plus couvrante ; après tant d'années de «caudillisme» et de régionalisme, la réaffirmation de l'unité nationale peut-être mais surtout le développement des communications et l'intégration à l'économie de marché, n'ont pas peu contribué à renforcer cette logique. C'est dans ce contexte de délocalisation que se sont multipliés les lieux habités.

La définition des lieux

« Deux problèmes essentiels se posent (...) pour interpréter correctement les données des recensements. Le premier concerne le

classement des hommes habitant les campagnes dans leur relation avec la terre : *hacendados*, agriculteurs, *peons*, etc. Le second, le type de localités où les ruraux vivent : "haciendas", "ranchos", "pueblos", etc. Les deux problèmes sont étroitement imbriqués, mais ils ne sont pas équivalents : le premier renvoie au statut social d'un individu, le second au statut d'une microsociété. C'est de la confusion de ces deux aspects que naissent les ambiguïtés, car les recensements classent d'un côté les Mexicains selon leur activité principale et de l'autre l'habitat selon le statut de l'agglomération. La liaison entre les deux n'étant pas toujours facile à faire.» (GUERRA, 1985). On reprendra ci-dessous les principaux aspects de cette typologie.

Les localités avec statut ancien, certain et reconnu

Les «ciudades», «villas» et «pueblos» sont des villes ou des villages avec un statut indépendant et plein. Il s'agit des statuts de l'Espagne médiévale et «Les différences entre les trois catégories renvoient au départ aux priviléges et à l'importance de la ville.» (GUERRA, 1985). Mais on remarque aussi que, par la suite, «l'inertie du statut» peut ne plus correspondre à la réalité. Une «ciudad» peut tomber dans l'oubli et «des agglomérations en pleine croissance peuvent garder un statut ancien [...]» (*ibid.*). Quant à la distinction entre «villas» et «pueblos», la différence tiendrait plus au caractère ethnique de la localité qu'à la taille ou aux fonctions de la localité. À l'origine, il s'agissait de «marquer la différence entre un bourg "espagnol" et un village "indien"» (*ibid.*). Dans tous les cas, l'obtention du statut de «ciudad», «villa» ou «pueblo», permet l'établissement d'un gouvernement local («ayuntamiento») qui détient également le pouvoir sur les autres localités de rang inférieur.

Dans ce même groupe, la «congregación» apparaît comme un «pueblo» «de moindre importance et d'une catégorie inférieure» (*ibid.*). Le statut de «congregación» date de la période coloniale. Selon PREM HANNS (1988), la politique de regroupement de la population indienne, déjà très dispersée au XVI^e siècle, répondait à plusieurs motifs ; d'une part, elle permettait un accès immédiat à une main-d'œuvre plus facilement contrôlable et, d'autre part, cette pratique favorisait les colons espagnols puisque cela facilitait l'acquisition des terres fraîchement libérées par les indiens.

L'indépendance acquise, le fait de se constituer en «congrégación» relevait d'un droit constitutionnel défini par le nombre d'habitants (entre 500 et 2 000). Mais on a pu constater que des localités dont la population était inférieure à 2 000 habitants pouvaient avoir obtenu le statut supérieur de «villa» voire de «ciudad». On voit donc l'importance du jeu politique et social dans l'attribution du titre ; il

est d'ailleurs tout à fait éclairant que l'obtention de ce statut soit une condition nécessaire pour pouvoir construire une église.

Les localités sans statut certain et reconnu

La définition des autres localités rurales est infiniment plus complexe et variable dans l'espace. On ne s'attardera ici que sur les « rancherias » et les « ranchos ».

La « rancheria » est un hameau, sans statut de « *pueblo* » ou de « *congregación* », qui regroupe plusieurs exploitations agricoles lesquelles peuvent être — c'est le cas le plus fréquent — indépendantes les unes des autres. Comme le dit si bien GUERRA (1985), « c'est de la définition des lieux qualifiés de "ranchos" que dépend toute la compréhension de la réalité rurale du Mexique d'avant la Révolution ». Il y a de fortes chances pour que cela soit encore vrai aujourd'hui, si l'on rappelle que dans le centre de l'État de Veracruz, plus de la moitié environ de la superficie agricole est aux mains de « petits propriétaires », c'est-à-dire de « *rancheros* ». Au sens courant et contemporain du terme, le « *rancho* » est une exploitation agricole ; mais on ne peut en aucune façon établir une corrélation entre « *rancho* » et grand domaine agricole.

Dans les statistiques du recensement, le terme de « *rancho* » est employé sans distinction pour désigner deux réalités très différentes ; en effet, il peut s'agir d'une seule exploitation isolée ou, au contraire, d'un hameau qui en regroupe plusieurs. Dans ce dernier cas, la seule différence apparente avec la « *rancheria* » relève du nombre d'habitants (voir ci-dessous). Ajoutons enfin à toutes ces observations que la taille moyenne des exploitations reste très largement régionalisée. Pour ne reprendre que le cas du centre de l'État de Veracruz, on rappellera le contraste frappant entre la Sierra d'une part, où domine le minifundisme et la « moyenne propriété » (HOFFMANN, 1988), et l'Altiplano et la plaine côtière d'autre part, caractérisés par l'importance des superficies des « *ranchos* » (MARCHAL et PALMA - GRAYEB, 1985).

Évolution du nombre de localités en fonction de leur statut

On a vu combien le nombre de localités recensées en 1970 était sous-estimé. L'origine de cette lacune peut maintenant être précisée ; on constate en effet (tabl. V) que les catégories « *rancho* » et « *rancheria* » perdent respectivement 498 et 602 localités entre 1960 et 1970. C'est donc au niveau de ces petits hameaux que l'essentiel des regroupements (aboutissant à une sous-estimation des localités) a été opéré. On constate d'ailleurs qu'il suffirait de rajouter ces 1 100 localités « oubliées » aux 2 555 recensées à cette date pour retrouver des chiffres à la fois proches de 1960 et de 1980.

TABLEAU V
Catégorie politique des localités : évolution du nombre de localités

Date	Ciudad	Villa	Pueblo	Congreg.	Rancheria	Rancho	Hacienda	Autres	Total
1920	13	16	78	622	451	717	35	6	1 938
1930	13	18	80	728	1 259	1 027	49	8	3 182
1940	15	22	79	801	1 258	865	39	76	3 155
1950	15	21	81	796	1 282	760	32	152	3 139
1960	19	28	73	855	1 460	1 030	29	176	3 670
1970	20	29	75	895	858	532	4	142	2 555
1980	-	-	-	-	-	-	-	-	3 582

Sources : recensements des populations 1920-1980, INEGI.

Population moyenne selon le type de localité

Pour s'en tenir uniquement aux localités en prise sur le monde rural et qui présentent une certaine pérennité (les catégories «ciudad», «hacienda» et «autres» étant exclues) on remarquera dans les tableaux VI et VII :

— un accroissement sensible, mais récent, de la population moyenne des «villas». On en dénombrait 16, en 1920, et 29, en 1970; leur population moyenne est passée de 2 425 à 4 137 habitants sur cette période. Il reste que leur développement est très inégal et cela tient justement à l'ambiguïté de cette catégorie, à la fois ville et village;

— à l'inverse, on observe un accroissement très faible de la population des «pueblos» qui, dans presque tous les cas, constituent le siège du municipio (cabecera municipal), lorsque ce n'est pas la «ciudad» ou la «villa». Leur nombre est pratiquement resté inchangé sur l'ensemble de la période et la taille moyenne de ce type de localité n'est passée que de 1 062 habitants, en 1920, à 1 499, en 1970. Cette très faible croissance de la population qui vit dans les «pueblos» (0,61 % annuel entre 1920 et 1970) semble être le signe d'une certaine saturation démographique et surtout foncière. Ces localités sont le plus souvent trop petites et trop isolées pour offrir d'autres possibilités à l'activité agricole; mais l'emprise foncière y est déjà trop grande pour autoriser une croissance élevée du nombre d'exploitations agricoles;

— comme pour confirmer ces propos, l'accroissement de la population dans les «congregaciones» a été plus élevé (1,69 % entre 1920 et 1970). La taille moyenne de ce type de localité est ainsi passée de 402 habitants à 648 en 1970;

TABLEAU VI
Catégorie politique des localités : évolution de la population

Date	Ciudad	Villa	Pueblo	Congreg.	Rancheria	Rancho	Hacienda	Total
1920	174 434	38 807	82 839	250 449	51 051	32 062	7 129	115
1930	206 652	44 701	100 390	286 106	75 288	27 155	2 260	180
1940	234 524	62 186	87 242	265 995	132 939	46 850	4 912	8 938
1950	311 832	58 930	111 063	346 137	150 238	42 393	3 923	47 068
1960	452 089	92 964	96 981	415 207	160 929	62 832	1 397	28 282
1970	662 924	119 986	112 459	580 336	187 590	61 747	794	47 664

TABLEAU VII
Catégorie politique des localités : population moyenne

Date	Villa	Pueblo	Congreg.	Rancheria	Rancho
1920	2 425	1 062	402	113	44
1930	2 483	1 254	393	59	26
1940	2 826	1 104	332	105	54
1950	2 806	1 371	434	117	55
1960	3 320	1 328	485	110	61
1970	4 137	1 499	648	218	116

— les chiffres des deux dernières catégories retenues ici obligent à plus de prudence puisque l'on sait que la population des « ranchos » et des « rancherias » a été affectée de regroupements partiels en 1970. La taille moyenne de ces localités, en 1970, n'a donc aucune signification, mais il reste que le taux d'accroissement annuel de la population est respectivement de 1,31 % et 2,63 %. On constate donc que *les plus petites localités rurales sont celles qui ont connu les taux d'accroissement les plus élevés*; en tête, viennent les « rancherias », suivies des « congregaciones » puis des « ranchos ».

On retiendra enfin une très nette hiérarchie dans la taille des localités, et cela devrait contribuer à mettre de l'ordre dans cette typologie :

- le « rancho » représente la plus petite des localités rurales, la population est de l'ordre d'une cinquantaine d'habitants;
- la population moyenne des « rancherias » oscille autour de la centaine d'habitants (abstraction faite du chiffre douteux de 1970);
- vient enfin la « congregación » dont la population moyenne est de l'ordre de 600 habitants.

« Haciendas » et « ejidos »

On ne sauraitachever cette étude relative au statut des localités sans évoquer les « *haciendas* » et les « *ejidos* ». On sait que l'apparition de ces derniers résulte, au moins dans les régions exploitées depuis longtemps, du démantèlement partiel ou total de la grande propriété (« *hacienda* » ou « *rancho* »). On en arrive donc à l'une des questions essentielles de cette étude qui est celle des éventuelles relations, directes ou indirectes, entre la Réforme agraire et les phénomènes de dispersion du peuplement. Les recensements de population rendent très mal compte de la disparition progressive des « *haciendas* » et de la croissance du nombre d'*ejidos*. L'analyse d'autres sources s'avérait donc nécessaire.

DISPERSION ET COURSE À LA TERRE : LA RÉFORME AGRAIRE EN QUESTION

Pour la même zone d'étude, 1249 résolutions présidentielles ont été signées de 1915 à 1988 (CAMBREZY, 1988). Sur la période pour laquelle il est possible d'établir des comparaisons, et en ne tenant compte que des dotations de terres qui peuvent avoir provoqué la création d'une nouvelle localité (6), la dotation de terres ejidales s'est effectuée comme indiqué dans le tableau VIII.

Avec 3 582 localités en 1980 contre 1938 en 1920, la différence est de 1 644 nouvelles localités. Rapporté au nombre d'*« ejidos* » créés durant cette période (17 jusqu'en 1920 et 974 entre 1921 et 1980), on constate que plus de la moitié des nouvelles localités sont des « *ejidos* ». Si ce calcul très simple se confirmait, nous pourrions donc dire que la Réforme agraire a massivement participé au processus d'éclatement et de dispersion de la population rurale. La propriété privée ne serait pas en reste non plus puisqu'elle représenterait 40 % des nouvelles localités.

En fait la question se complique pour deux raisons :

— premièrement tous les « *ejidos* » ne se sont pas créés *ex nihilo* ;

(6) Un « *ejido* » est une portion de terre cédée à un groupe de paysans qui en font la demande dans le cadre de la Réforme agraire. En principe, les terres allouées aux ejidataires sont inaliénables, ne peuvent être vendues ni louées. Après une première dotation, les ejidataires peuvent obtenir une ou plusieurs « augmentations » (ampliación) de terres ; comme la dotation initiale, les nouvelles terres attribuées sont l'objet d'une « résolution présidentielle », mais elles sont rarement à l'origine de la création d'une nouvelle localité.

TABLEAU VIII
La Réforme agraire dans le centre de l'État de Veracruz

Date	Nombre de dotations	Superficie ha	Nombre de bénéficiaires
1918 - 1920	17	9 227	1 612
1921 - 1930	198	125 923	20 880
1931 - 1940	553	312 274	36 905
1941 - 1950	77	37 103	3 826
1951 - 1960	55	31 570	2 225
1961 - 1970	53	30 780	2 912
1971 - 1980	38	15 830	1 913
Totaux	991	562 707	70 273

Source : CAMBREZY : *Directorio de los ejidos*.

un nombre indéterminé d'« ejidos » se sont constitués à partir d'une localité déjà existante — souvent, un « rancho » ou un campement de « peones » situé sur les terres d'une « hacienda » ; — deuxièmement l'obtention du statut d'« ejido » a été dans de nombreux cas le motif d'un changement de nom de la localité, de la même façon que le passage du statut de « rancheria » à celui de « congregación » était également prétexte à un changement de nom. En l'état actuel, il est donc impossible d'établir une statistique précise du nombre d'« ejidos » ayant provoqué la création d'une nouvelle localité.

Que conclure ? Si la Réforme agraire peut avoir contribué localement au regroupement de la population, dans la majorité des cas, la dotation de terres aux ejidataires semble avoir joué un rôle important dans le phénomène de dispersion de la population. On a vu que près d'une localité sur deux avait moins de 60 ans d'existence ; on peut maintenant supposer que près d'un village sur deux parmi ceux créés après 1920 est un « ejido ». Mais la chronologie des événements est ici essentielle. Bien plus qu'une réponse à la croissance de la population, ce mouvement de dispersion du peuplement rural est à mettre au compte d'une véritable course à la terre. Elle n'est d'ailleurs pas seulement le fait de paysans sans terres candidats à l'« ejido » ; on a vu en effet que la première vague d'atomisation du peuplement s'est déroulée entre 1921 et 1930, période durant laquelle le nombre de dotations (198) est resté faible, comparé à celles de la période 1931-1940 (553) ; ce

qui laisse donc supposer que les « propriétaires privés » ont largement précédé le mouvement. Mais on sait aussi que, dans bien des cas, l'occupation des terres par les ejidataires a précédé la signature de la résolution présidentielle.

Pour résumer en quelques chiffres ce que fut cette période décisive de la Réforme agraire, 438 197 hectares ont été attribués à 57 785 « ejidataires » entre 1921 et 1940. À raison de 5 ou 6 membres par famille, on peut estimer que 290 000 à 345 000 habitants intégraient ces 751 « ejidos ». La population moyenne de ces « ejidos » oscillait entre 380 et 460 habitants et chaque ejidataire avait accès à 7,5 hectares. La pression démographique et foncière étant bien moindre, l'isolement de ces localités était bien supérieur à ce qu'il est encore aujourd'hui. Mais là encore les effets de rétroaction ont dû jouer à plein ; lorsqu'elle existait, l'intégration à l'économie de marché restait rare et limitée aux régions productrices de cultures marchandes (café et canne à sucre) ; pour le reste, il s'agissait d'une économie d'autosubsistance que l'isolement et l'absence de voies de communication contribuaient à maintenir en l'état. On voit donc à quel point la situation actuelle est largement héritée de cette époque décisive de l'histoire mexicaine. L'isolement et l'exiguïté des superficies attribuées aux ejidataires n'a pas peu contribué à la crise du monde rural.

L'antériorité de cette atomisation sur la période décisive en matière de dotations ejidales (1930-1940) éclaire d'un jour nouveau l'histoire de la Réforme agraire. En effet, s'il est vrai que la structure du peuplement est étroitement liée au contexte foncier, il faut alors admettre que le pouvoir politique s'est trouvé placé devant le fait accompli : celui d'une occupation de terres, massive, et probablement désordonnée, dans les années qui ont suivi la Révolution. Vue sous cet angle, la période de dotations de terres qui a suivi, paraît moins être le produit d'une politique « agrariste » volontariste, que celui d'une urgente nécessité : celle de régulariser, corriger et orienter une nouvelle répartition foncière qui, de toute façon, était en cours... Contrôler et mettre de l'ordre seraient bien les fonctions implicites de la Réforme agraire.

Cependant, deux périodes nous paraissent décisives pour la compréhension des faits de peuplement. Avant la Révolution, la présence de grands latifundios semble avoir influé de façon décisive sur la distribution du peuplement. L'importance accordée aux « haciendas » tend à faire oublier que des régions entières vivaient en marge de la domination sociale, économique et foncière des grands propriétaires terriens. En revanche, l'importance des superficies contrôlées par ces « hacendados » pouvait fort bien générer une forte pression foncière à la périphérie de ces grands domaines. On peut voir là un premier facteur de dispersion ; la mise

en application de la « loi de désamortissement » de 1856 (7), mais surtout le Porfiriato (période faste pour la colonisation étrangère), ne pouvait que contribuer à le renforcer, moyennant la création de nouveaux « ranchos ».

La seconde période décisive semble être celle qui succède immédiatement aux guerres révolutionnaires. Là encore, c'est moins la pression démographique globale que la possibilité d'obtenir de la terre, qui semble constituer le moteur de cette nouvelle vague de dispersion du peuplement.

Vu sous cet angle, il serait probablement judicieux de reconSIDérer les appréciations portées sur cette période historique que fut la Réforme agraire. En effet, celle-ci est généralement perçue à travers la personnalité des présidents de la République des différents « sexennats » (ou de l'image qu'ils donnaient, ou que l'histoire officielle a donné d'eux-mêmes). En simplifiant à peine, les présidents « agraristes » sont ceux qui ont signé de nombreuses dotations ejidales, à l'inverse des « productivistes » qui auraient surtout favorisé la propriété privée.

L'antériorité de l'atomisation du peuplement sur la mise en œuvre de la Réforme agraire incline à se préoccuper davantage des contextes des mandats présidentiels successifs. Dans le cas présent, la chronologie des événements autorise à poser les questions suivantes : s'agissait-il de mettre fin à une période de véritable anarchie foncière ? Ou de garder un certain contrôle sur la paysannerie (qui avait pris les devants) moyennant la création de structures collectives telles que l'« ejido » ? Ou, encore, de défendre les intérêts des couches les plus démunies de la paysannerie contre une nouvelle vague de « rancheros » qui auraient tôt fait de se partager l'espace agricole ?

« Terre et liberté... » ce cri — qui a emporté des milliers d'hommes dans des luttes qui étaient souvent plus celles des « caudillos » que de leurs troupes — avait été décidément bien entendu ; mais par qui ? Et qui étaient donc ces nouveaux conquérants ? Citadins, « rancheros », minifundistes ou ejidataires *de fait*, en attendant de l'être de droit ? On en vient à se demander si la terre n'a pas d'abord été à ceux qui ont su la prendre.

(7) Cette loi, d'esprit libéral, déboucha ensuite sur la loi de nationalisation des biens du clergé, signée par le « président indien », Juarez, en 1859 ; elle avait pour but de restituer à l'État les énormes domaines contrôlés par l'Église. En fait, elle a surtout servi de cadre juridique, sous Porfirio Díaz, à une monopolisation du foncier et à la privatisation de terres communales dont furent dépossédées les populations indiennes.

Peuplement, tenure de la terre et activité agricole

Il reste encore difficile de préciser la nature des relations qui s'établissent entre la dispersion du peuplement et la situation foncière résultant de la Réforme agraire. De plus, on soupçonne sans peine qu'elles sont également fonction de la pression démographique comme de la production agricole dominante, présentes et passées, dans un contexte agro-écologique donné. Mais la question devient alors si complexe qu'une réponse, satisfaisante et appropriée au contexte ne peut être apportée qu'au seul niveau local.

En effet, aussi pertinente que soit la classique division spatiale selon un gradient altitudinal (plaine côtière, sierra, Altiplano), ce schéma risque de nous faire passer à côté de l'essentiel ; à savoir qu'il existe plusieurs plaines côtières, plusieurs sierras et plusieurs Altiplanos, qui ne se ressemblent pas.

De fait, dans une région à l'histoire à ce point mouvementée, les décalages sont aussi bien spatiaux que temporels ; il en ressort que la structure actuelle du peuplement peut fort bien donner l'image d'un passé révolu, en désaccord avec la dynamique agraire présente. L'étude des relations entre la répartition de l'habitat et les structures agraires (en y incluant la situation foncière comme les productions agricoles dominantes) n'a alors de chance d'être féconde et argumentée que si elle s'appuie sur un puissant matériel cartographique et historique. Au minimum, celui-ci devrait inclure une étude approfondie de l'évolution de la distribution de la population, comme de l'appropriation foncière depuis le début du siècle, c'est-à-dire depuis la fin des grands latifundios jusqu'à la situation présente. Mais eu égard à l'ampleur de la tâche, on comprend que les travaux de ce type, étendus à des ensembles régionaux, soient encore très peu nombreux (8) et, en tout cas, inexistant pour ce qui concerne le centre du Veracruz.

DE LA CONQUÊTE À L'ERRANCE ...

En l'état actuel des connaissances, on peut avancer l'hypothèse d'une dispersion répondant d'abord à une logique de proximité et/ou de course à l'espace. Dans une économie, encore largement orientée vers l'autosubsistance au début de ce siècle, la distance

(8) À l'exception des remarquables travaux de la Fondation allemande pour la recherche scientifique, réalisés dans les États de Puebla et Tlaxcala.

du lieu de résidence aux terres de cultures restait un facteur apparemment décisif. Mais ce phénomène paraît d'autant plus intéressant que la multiplication des lieux habités n'est une conséquence « obligée » ni de la course à la terre ni de l'explosion démographique qui a suivi ; en effet, en supposant que le nombre de localités soit resté identique en 1980 à ce qu'il était en 1920, la population moyenne des localités rurales ne serait jamais que de 705 habitants, taille beaucoup plus compatible aux contraintes du développement des infrastructures (routières, sanitaires, scolaires, etc.).

Dans le cadre des phénomènes d'atomisation, les hameaux de moins d'une centaine d'habitants nous intéressent au premier chef ; *a priori*, il s'agit surtout de « ranchos » et de « rancherias », alors que les « ejidos » se trouvent généralement exclus de cette catégorie. En effet, on compte en moyenne 71 bénéficiaires par « ejido » sur l'ensemble de la période 1918-1980, ce qui nous porte très au-dessus d'une localité de moins de 100 habitants — même à raison de 4 personnes par famille d'éjidataires. On voit donc encore une fois que la réforme agraire a surtout joué indirectement dans le processus d'atomisation du peuplement, en libérant des terres dont se sont emparés les petits propriétaires, de fraîche date ou non.

Curieusement, une telle dispersion du peuplement semble très spécifique de certaines régions, dont le centre de l'État de Veracruz serait une illustration. En effet, bien que d'autres études comparables fassent défaut, l'impression dominante sur l'Altiplano est celle de campagnes vides, seulement ponctuées de loin en loin par quelques gros villages. De là à chercher une quelconque relation avec la topographie il n'y a qu'un pas... Mais cette hypothèse se heurte à la dispersion du peuplement sur la plaine côtière, aussi importante malgré de bonnes conditions d'accessibilité. Il est vrai pourtant qu'en montagne la dispersion du peuplement s'explique aisément — même si elle n'offre pas que des avantages. En effet, la topographie montagneuse provoque comme conséquence, pour les populations de la sierra, d'énormes et coûteuses dépenses d'énergie : que ce soit pour les pratiques culturales ou pour la circulation des hommes et des marchandises. La charrette et le labour attelé sont rares en montagne alors qu'elles font partie des paysages de l'Altiplano. En montagne, l'habitat dispersé règle donc au moins un problème : celui de la proximité entre parcelles agricoles et lieu de résidence.

Indépendamment de la topographie, l'atomisation du peuplement est d'abord l'expression d'une course à la terre, qui reprend d'ailleurs à l'heure actuelle, si tant est qu'elle se soit jamais arrêtée. Et si l'on ajoute que les pouvoirs publics se placent dans une position de net désengagement en matière de Réforme agraire, on

comprendra que le problème foncier, loin de se stabiliser, est appelé à connaître de profonds bouleversements (9).

Les signes d'une crise sociale

Ce qui pose donc question n'est pas tant qu'il y ait encore des paysans à la recherche de terres ; la croissance démographique de ces dernières décennies comme la Réforme agraire — laquelle ne pouvait aboutir qu'à une parcellisation exagérée du foncier — sont des faits largement commentés. Ce qui intrigue plus, ce sont les formes prises par cette course à la terre. Car l'analyse montre bien que l'atomisation du peuplement est une *réponse* à l'absence de conditions permettant une augmentation de la population des villages existants. Pour autant, cette absence dissimule une autre lacune : celle d'une organisation sociale suffisamment solide et forte qui, pour reprendre la formule de Gourou, permette « la capitalisation des excédents démographiques ». Précisons, lorsqu'on parle d'absence d'organisation sociale forte et d'un niveau supérieur à la famille — restreinte ou élargie —, on veut surtout insister sur le fait qu'il n'y pas, au moins dans ces « ranchos » et « rancherias », d'organisation sociale « locale ». Ces microsociétés sont largement acéphales, même si l'homme le plus ancien, le plus riche ou le premier installé se laisse parfois tenter par des formes de caciquisme plus illusoires que réelles. Dans ces hameaux, les seules véritables formes d'organisation sont beaucoup plus tournées vers la production agricole — lorsque celle-ci la justifie : associations d'éleveurs, de producteurs de café, de canne à sucre, de citrique... ; et ces formes associatives et corporatistes sont tout autant délocalisées.

La crise des lieux apparaît ainsi consubstantielle d'une crise sociale profonde ; comme si aux formes anciennes d'organisations « locales », s'étaient superposées de nouvelles formes d'organisations, transversales cette fois-ci, plus corporatistes que localisées. Dans le cas des « ranchos » et des « rancherias », au statut justement si vague, l'absence d'organisation locale semble si ancienne qu'on peut se demander si elle est vraiment signifiante d'une crise sociale (10). Mais le phénomène est aujourd'hui général et s'étend à

(9) La Réforme agraire fêtait son soixante-quinzième anniversaire le 6 janvier 1990 ; cet événement a été l'occasion d'une profonde remise en question de la part du syndicat officiel des paysans ; le principal constat est qu'une loi inadaptée ne peut être respectée ; l'on doit s'attendre à voir introduire des formes de privatisation de la propriété sociale qui permettraient de limiter le minifundisme et d'augmenter la productivité. Le projet ne précise pas ce qu'il adviendra des laissés-pour-compte ...

(10) Sous le Porfiriat, de nombreux « ranchos » et d'aussi nombreuses « rancherias », se situaient sur les terres des « haciendas ». Contrairement aux « congregaciones » qui regroupaient la grande majorité des « peones » travaillant sur les terres de

l'ensemble des localités rurales : en témoignent la tombée dans l'oubli de l'ancienne hiérarchie des lieux comme l'incapacité de ces villages à absorber les excédents démographiques. Le monde rural apparaît ainsi plus fracturé que jamais.

Une première rupture s'impose avec force. Elle tient à l'opposition entre propriété privée et propriété dite « sociale » (« ejidos », nouveaux centres de population ejidal, colonies et bien communaux). Mais à la lumière de cette analyse, cette différenciation prend un relief particulier, puisque c'est essentiellement dans le cadre ejidal qu'on retrouve des formes d'organisation sociale localisées — même s'il s'agit d'une formule précoloniale remise au goût du jour par le pouvoir révolutionnaire —, et, pour autant, totalement téléguidées d'en haut (GORDILLO, 1988). À ce propos, l'« ejido » a été pour le pouvoir révolutionnaire — c'est plus complexe aujourd'hui — ce qu'était l'« hacienda » pour le régime autoritaire de Porfirio Díaz : une forme d'organisation sociale objectivement liée au pouvoir central.

La transition entre cette forme de vie collective, toute relative d'ailleurs, et l'indépendance totale des « rancheros » semble se situer dans les « pueblos » et les « congregaciones ». En effet, si les formes associatives et corporatistes transversales l'emportent largement sur des formes locales et collectives de comportements sociaux, on aura beau jeu de citer en exemple les manifestations multiples de la vie villageoise qui s'expriment aussi bien dans les fêtes religieuses que dans les réunions politiques. Mais les manifestations peuvent bien être aussi le ferment d'une réelle vie collective que celui de farouches divisions, car, dans le meilleur des cas elles ne font que rassembler dans un même lieu des groupes d'intérêt largement opposés sans qu'on puisse véritablement distinguer une quelconque « loi sociale » d'un autre ordre que celle des rapports de pouvoir d'abord fondés sur l'origine ethnique, le rang social et les ressources économiques, et que les « masques » ne font au mieux que transformer en une apparente harmonie (PAZ, 1972).

La seconde division du monde rural, de nature plus nettement économique, résulte du profond décalage entre les systèmes agraires orientés vers l'autosubsistance et ceux totalement impliqués dans les modèles les plus avancés d'agriculture capitaliste — avec, on s'en doute, toute la gamme d'économies intermédiaires. Or, il n'y a pas plus d'équivalence entre le statut des hommes et le statut des localités qu'entre les catégories foncières et les systèmes agraires. En d'autres termes, on peut être un « ranchero » installé, comme on

l'hacendado, ces petits hameaux jouissaient souvent d'une relative autonomie. Par ailleurs, un hacendado pouvait très bien posséder, outre l'« hacienda », un ou plusieurs « ranchos », généralement situé à la périphérie du domaine.

peut provenir d'un « ejido » misérable. Mais l'inverse est tout aussi vrai, car si certains « ranchos » sont à la pointe des technologies les plus avancées, combien en dénombrait-on dans le plus total dénuement (11) ?

C'est probablement à la frange de ces catégories qu'on retrouverait le gros de cette population flottante à l'origine de l'atomisation du peuplement ; mais force est de constater que ces groupes, « douceux » parce que difficilement classifiables, n'ont guère retenu l'attention (BARRAGAN, 1986) ; c'est justement une des conséquences de leur extrême dispersion.

À l'image de bien des colonisations agricoles, le contrôle de l'espace dans l'État de Veracruz semble prendre des formes cycliques. De la Conquête espagnole à la Révolution — en passant par le Mexique indépendant des « libéraux » suivi de celui, plus dictatorial, de Porfirio Díaz, toutes ces périodes ont été marquées par des « styles » de colonisation plaqués sur les formes sociales antérieures.

Dans le centre de l'État de Veracruz, il semblait que tout était joué du fait même de l'histoire de la Conquête ; REVEL-MOUROZ (1972), n'incluait-il pas cet espace parmi « les régions de mise en valeur ancienne, arrivées à un stade de sénilité de la colonisation » ? Or, la dispersion du peuplement, comme l'absence persistante d'enracinement, montrent bien que le schéma est incomplet, car, même s'il est vrai qu'il n'y a plus de terres à « conquérir » depuis déjà quelques dizaines d'années, ce « mitage » de l'espace est bien une forme de colonisation spontanée, et celle-ci n'est ni récente ni achevée.

C'est finalement cette perpétuelle mouvance, ces vagues de colonisation superposées après tant de siècles de présence humaine qui interrogent. Depuis quatre siècles, l'État de Veracruz vit une conquête permanente, et les hommes n'en finissent pas de s'approprier leur territoire. Entre la colonisation et l'errance, la limite paraît parfois bien vague, mais quel que soit le nom qu'on lui donne, la migration (nomadisme mis à part) n'est-elle pas toujours le signe d'une crise vécue ailleurs ?

Décembre 1989

(11) En fait, les vocables de « minifundiste » ou « jornalero » conviennent mieux à cette catégorie d'agriculteurs démunis, même si ceux-ci vivent dans des « ranchos » ou des « rancherias ».

BIBLIOGRAPHIE

- BARRAGAN (E.), 1986. — *Mas allá de los caminos : los rancheros de la Sierra Zamora-Mich.*, Colegio de Michoacan.
- CAMBREZY (L.), 1988. — *Directorio de los ejidos en el centro del Estado de Veracruz : 1915-1918*. Xalapa-Ver., INIREB-ORSTOM, 46 p. multigr.
- COSIO DE ZAVALA (M.-E.), 1986. — *L'analyse des migrations internes au niveau régional et local. Quelques études de cas*. Paris, IHEAL, 25 p.
- COUTY (Ph.), 1989. — «Avant-propos», in J.-L. DUBOIS, Réfléchir pour mesurer ..., Paris, brochure AMIRA n° 57 : 3-5.
- ESPINOSA (G.), 1983. — «El contexto de la migración rural en México», in : BENITEZ-QUILODRAN, *La fecundidad rural en México*. México, Colegio de México/UNAM : 297-314.
- GORDILLO (G.), 1988. — *Estado, mercados y movimiento campesino*. México D. F., Plaza y Valdes, 288 p.
- GUERRA (F.-X.), 1985. — *Le Mexique. De l'ancien régime à la révolution*. Paris, L'Harmattan, 2 vol.
- HOFFMANN (O.), 1988. — «Archivos y bancos de datos : registro publico de la propiedad en Xico, Ver.», Universidad de Veracruz, Xalapa. Ver, *La palabra y el hombre* n° 65 : 59-83.
- INEGI (Instituto Nacional de Estadísticas, Geografía e informatica) - Secretaría de programación y presupuesto. Censos de Población, 1920 a 1980. México D.F.
- MARCHAL (J.-Y.), PALMA-GRAYEB (R.), 1985. — *Análisis gráfico de un espacio regional : Veracruz Xalapa*. Ver., INIREB-ORSTOM, 220 p.
- PADUA (J.), VANEPH (A.), 1988. — *Poder local, poder regional*. México D.F., Colegio de México/CEMCA, 287 p.
- PAZ (O.), 1972. — *Le labyrinth de la solitude*, suivi de *Critique de la pyramide*. Paris, Gallimard, 254 p.
- PREM HANNS (J.), 1988. — *Milpa y hacienda. Tenencia de la tierra indígena y española en la cuenca del Alto Atoyac*, Puebla, México (1520-1650). México, GIESAS-Estado de Puebla, 306 p.
- QUESNEL (A.), 1984. — «La mortalité infantile face obscure de la transition démographique», *Cah. ORSTOM*, sér. *Sci. Hum.*, vol. XX, n° 2 : 283-291.
- REVEL-MOUROZ (J.), 1972. — *Mexique, aménagement et colonisation du tropique humide*. Paris, Travaux et Mémoires de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, université de Paris III.
- SANCHEZ *et al.*, 1977. — Breviario municipal Xalapa-Ver., CEPES-PRI.